

Revue de Presse



**Jacques Delors invité de l'émission « *Questions d'infos* »
sur la *chaîne parlementaire*, en collaboration avec
Le Monde, *l'AFP*, *Dailymotion* et *France info***

Mercredi 14 septembre 2011

Contact Presse : Mme Stéphanie Baz, sbaz@notre-europe.eu, 0033 1 44 58 97 84

Mercredi 14 septembre 2011, Jacques Delors est l'invité de l'émission « Questions d'infos » sur LCP, la chaîne parlementaire. Pour cette première émission de la rentrée, Jacques Delors y est invité pour parler essentiellement de la crise économique en Europe et de la situation particulière de la Grèce. L'émission est réalisée en partenariat avec Le Monde, l'AFP, France Info et Dailymotion.

En septembre 2011, la France est en pleine campagne avec les primaires socialistes, et Jacques Delors n'échappe pas aux questions sur sa fille, Martine Aubry, candidate à l'élection présidentielle. Il répond à toutes les questions sans tabou et avec sa pédagogie légendaire. L'ensemble des médias français reprennent donc immédiatement ses propos, à la fois sur l'Europe et également sur sa fille.

Cette revue de presse fait état de ces reprises médiatiques et propose également une retranscription de cette émission de 45 minutes qui a fait couler beaucoup d'encre.

Quelques extraits :

« La situation est sérieuse. Et elle ne concerne pas simplement la Grèce. Elle tient à un vice de conception. »

« Sauver le soldat grec, c'est sauver l'euro »

« Une règle d'or, pour qu'elle soit valable, il faut qu'elle définisse bien, ce qu'on appelle un déficit. Prenons un exemple, un pays X a 96% de recettes par rapport à 100 de dépenses. Il se trouve que les 4% de dépenses en plus sont des dépenses d'avenir. Est-ce qu'il doit tout faire financer par les recettes de cette année? »

« Je suis un type un peu à part. Même à ma fille, je ne demande pas de me ressembler. Elle est libre et elle a la délicatesse de ne pas utiliser mon nom, je n'en dirais pas autant des autres candidats. »

« Moi mon rêve, j'ai 86 ans, mais mon rêve pour les jeunes générations, c'est qu'elles arrivent à réduire cette schizophrénie, qu'on puisse leur dire : oui, notre point essentiel c'est la compétitivité. Nous avons un déficit commercial de 2 % de notre produit, ça veut dire que nous vivons au-dessus de nos moyens. De l'autre nous avons beaucoup d'avantages et enfin, comme ça coûte très cher tout cela, il faut savoir qui va payer. »

Sommaire

Retranscription intégrale de l'émission du 14 septembre 2011	p.5
--------------------------------------------------------------	-----

Presse écrite :

Le Monde.....	p.21
Le Figaro.....	p.24
Libération.....	p.25
La tribune.....	p.26
Les échos.....	p. 28
Le parisien.....	p.31
Le journal du dimanche.....	p.33
Le point.....	p.34
Le nouvel observateur.....	p.35
Challenges.....	p.37
France Soir.....	p.39
Reuters.....	p.41
20minutes.....	p.43

Presse audiovisuelle :

France info.....	p.45
Europe 1.....	p.47
France 24.....	p.48
France télévisions.....	p.49
TF1.....	p.50

Presse en ligne :

Boursorama.....	p.52
Investir.fr.....	p.53
News Banques.....	p.54
Atlantico.....	p.55
MSN.....	p.56
Yahoo.....	p.58

Retranscription de l'émission

La Chaîne parlementaire : Questions d'infos

Jacques Delors

Tout d'abord, vous voulez apporter une petite précision.

Je lis dans le *Journal du dimanche* « Jacques Delors, dont les apparitions médiatiques sont rares, volera au secours de sa fille en participant mercredi à votre émission. » Ce journaliste aurait pu se renseigner et savoir que l'émission était uniquement sur l'Europe et les affaires internationales. Il aurait pu s'épargner une méchanceté gratuite, car ma fille est en pleine forme, elle se débrouille très bien. Elle est entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations. Elle n'a pas besoin de son père. D'ailleurs, elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces. Une fois, c'est vrai, je suis intervenu. On m'a demandé quel était mon favori pour les Primaires, j'ai dit, arguments à l'appui, que c'était ma fille que je considérais comme la meilleure. Je continue à le penser. Ceux qui me connaissent savent que si je ne le pensais pas, je me serais tout simplement tu.

C'est toujours Martine Aubry qui est la meilleure pour vous ?

Voilà.

Et elle sera désignée candidate du PS ?

Jacques Delors considère que c'est la meilleure et pas seulement pour des raisons d'affinité parentale.

Parce que c'est la meilleure, parce qu'elle a été ministre et parce qu'elle a l'étoffe d'un Président de la République ?

Voilà.

C'est peut-être l'Europe qui a besoin d'un sauveur aujourd'hui parce qu'on parle de crise financière internationale, des problèmes de la Grèce. On parle même d'une éventuelle faillite de la Grèce. Scénario catastrophe ou réaliste ?

C'est une situation sérieuse. Bien entendu selon les jours, il y a plus ou moins de rumeurs, de mauvaises nouvelles, de spéculation. C'est une situation sérieuse qui ne concerne pas simplement la Grèce. Je vous rappelle quand même que statistiquement parlant, la Grèce, c'est 2,5 % de la production de l'Eurozone. Cette raison s'explique par un vice de conception de l'Union économique et monétaire que j'ai dénoncé en son temps

puisque j'ai été président du Comité qui a indiqué au Conseil européen en 1989 : « si vous voulez faire l'euro, voilà comment il faut faire ». Il y avait un vice de conception, en dire deux mots ne sera pas inutile pour tirer les enseignements du passé.

Quel vice de conception ?

L'Union économique et monétaire, telle qu'elle a été dans le rapport Delors, était fondée sur l'équilibre entre le pouvoir monétaire et le pouvoir économique. Elle impliquait donc qu'à côté de l'indépendance de la banque centrale et son pôle monétaire, il y ait un pôle économique qui ne pouvait prendre qu'une forme, compte tenu du contrat et de l'esprit du traité, celui de la coopération. C'est pour ça que j'avais proposé un pacte de coopération des politiques économiques.

Quelle serait la solution immédiate pour sauver la Grèce ? Est-ce qu'il faut effacer tout ou partie de la dette ?

Non. Il faut se montrer compréhensif avec la Grèce. Y compris lorsque la troïka (Fonds monétaire internationale, Banque centrale européenne, Commission européenne) y va. La Grèce est un pays qui a de mauvaises habitudes, qui ont été plombées en plus par un gouvernement de droite.

Elle a menti au moment d'entrer dans l'Union sur l'état de ses déficits ?

Non, après. Un gouvernement de droite l'a plombé. C'est un pays dans lequel l'État n'a pas la rigueur, l'indépendance qu'il a dans d'autres démocraties, ce qui explique la fraude fiscale, mais on ne peut pas remettre ça du jour au lendemain. En plus, la Grèce avait un handicap, c'est que la rigueur qu'on lui a imposée est telle que cette année, elle va faire -4 ou -6 % de production, ce qui aggrave encore son problème. Il ne faudrait pas que, selon une formule que j'ai reprochée au Fonds monétaire il y a quelques années, la Grèce meure guérie. Il y a un effort de compréhension à faire ; il faut se focaliser sur la Grèce et essayer de mettre en œuvre les décisions qui ont été prises le 21 juillet, qui font que le Fonds de stabilité passe de 440 à 770 milliards, ce qui est suffisant pour rassurer tous ceux qui veulent être rassurés.

Il y a eu un premier plan qui avait été voté, pourquoi ça ne marche pas ? Ça ne va pas assez vite. Que se passe-t-il ?

Non, le premier plan avait été insuffisant pour une raison simple. Depuis le début de la crise financière mondiale, avec la faillite de Lehman Brothers et ensuite ses conséquences sur l'Europe, la valse-hésitation a été le mot clé de nos dirigeants. Il aura fallu du temps.

Les dirigeants ? Vous pensez à qui, au couple franco-allemand ?

Non, tous, les 17. Il a fallu du temps pour qu'ils comprennent ce dont il s'agissait. En plus, Madame Merkel est hésitante. On y reviendra peut-être pour expliquer pourquoi elle a été longtemps hésitante. D'autres préfèrent le coup de menton. Et enfin, vous remarquerez, une chose qui est difficile à éviter, mais qu'il aurait fallu quand même prendre en considération. Dans un gouvernement national, en temps normal, il y a une personne qui

parle. Les états d'âme, on les tait. Tandis que là, entre deux réunions des chefs, tout le monde parle. Une vraie cacophonie. Comment voulez-vous que les investisseurs, je ne parle pas simplement des spéculateurs, s'y retrouvent. C'est vrai qu'une union d'États, ce n'est pas un État uni. Mais quand même !

Quand vous dites qu'il faut être compréhensif avec la Grèce, est-ce que la question de l'effacement de tout ou partie de sa dette serait une forme de compréhension ou est-ce qu'il y a autre chose ?

Les décisions du 21 juillet sont mises en vigueur. Là aussi, n'est-ce pas, vous vous occupez d'économie, vous comprenez bien ! Imaginez qu'un chef d'entreprise réunisse son conseil d'administration, il prend des décisions et il dit à tout le monde « elles seront appliquées dans trois mois ». C'est ce qu'ont fait nos chefs le 21 juillet. Ce sont pourtant des hommes réalistes, sauf qu'entre-temps, la vie continue.

Ce que vous avez très bien expliqué tout à l'heure, ce sont les différences entre la France et l'Allemagne et les interrogations au sein de l'Allemagne. C'est-à-dire que l'Allemagne se dit « pourquoi je paierais pour les autres alors que j'ai été rigoureuse ? »

Mais je voudrais terminer là-dessus pour dire donc qu'il faut être compréhensif. Je vous ai expliqué les raisons de l'effolement, qui continue d'ailleurs, mais 770 milliards d'euros dans le Fonds... Deuxièmement, il ne faut pas oublier que dans le nouvel accord, les banques participent. Cela veut dire que les banques qui vont participer à cet ajustement de la dette grecque vont perdre 21 % sur leurs créances. Donc c'est un effort global, bien équilibré. L'Allemagne a demandé que les banques en fassent partie, elle avait raison. On tarde à passer dans les faits. Cette idée de gens raisonnables et expérimentés de dire « le 21 juillet, je prends une décision, peut-être qu'elle sera appliquée en septembre ». Ajoutez à cela que la Finlande et la Slovaquie demandent des garanties particulières. Dès le lendemain, le conseil de l'Euro aurait dû se réunir et dire « ça n'est pas possible ! ». Il y a un minimum de solidarité, vous gâchez le métier. C'est une faiblesse.

Mais les divergences au sein de l'Allemagne. On voit bien que c'est un partenaire essentiel, mais tiraillé entre la solidarité européenne et ne pas les aider puisqu'ils n'ont pas respecté les engagements. Quelle est votre opinion sur l'Allemagne ?

J'y étais encore il y a 10 jours. Qu'est-ce que j'ai dit aux Allemands quand la Grèce a fait connaître ses faiblesses ? Il n'y a pas que la Grèce qui est responsable. Vous, les 17 de la zone euro, vous vous réunissez tous les mois. Vous n'avez rien vu venir ? Vous n'avez pas vu venir l'endettement espagnol qui est à peu près du même genre que celui des Américains. Vous n'avez pas vu venir l'indifférence du gouvernement irlandais vis-à-vis de banques qui prenaient des engagements fous ? Vous n'avez rien vu venir donc votre responsabilité morale est engagée. OK c'est vrai que dans le traité, il n'y a pas de secours systématique, mais nous sommes responsables. Et sinon, vous jouez l'euro au hasard. Voilà ce que j'ai dit aux Allemands au début. Et maintenant, qu'est-ce qui s'est passé en Allemagne ? Madame Merkel est hésitante. Maintenant je la crois convaincue au fond de son cœur, de sa tête, que ça serait tragique pour l'Allemagne si l'euro connaissait une défaite

historique. Donc elle avance, mais elle rencontre de grandes difficultés dans son parti et chez les Libéraux. En revanche, du côté du SPD et des Verts, on est beaucoup plus compréhensifs.

C'est un problème de politique interne à l'Allemagne et pas un problème européen ?

Non, parce qu'il faut voir où on en est par ailleurs. Lorsque j'étais président de la Commission, j'avais de la chance, le Benelux existait, c'est-à-dire la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, ça pesait. À la tête de l'Espagne, il y avait González, pas n'importe qui. Tandis que là, on dirait que les 15 autres regardent la France et l'Allemagne. De temps en temps, ils bougonnent comme le ministre des finances irlandais qui se montre très austère. Mais il n'y a plus cet esprit collégial, cet équilibre quant aux institutions européennes elles-mêmes. Monsieur Sarkozy et Madame Merkel ont mis tellement de coups sur la tête de Monsieur Barroso et de Monsieur Junker, qui préside le Conseil de l'euro, que ces deux là se taisent, ne savent plus où se mettre.

C'est à cause de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel pour vous ?

En partie.

Parce qu'ils ne croient pas assez à l'UE ?

Parce qu'ils ne croient pas à la méthode de travail qui a fait le succès de l'UE lorsqu'elle fonctionnait bien. Il y a une institution qui pense tous les jours à l'Europe, la Commission, qui a le droit d'initiative. Elle ne décide pas. Il y a deux co-législateurs, le Conseil des ministres et le Parlement, et au-dessus, il y a un Conseil européen dont le but n'est pas de diriger, mais de tracer des grandes orientations. En 1997, quand il a été question de créer l'euro, j'ai remis un papier sur le manque de coordination des politiques économiques.

Aujourd'hui, crise dans l'Europe, crise de l'euro. Est-ce qu'on peut imaginer qu'un pays lâche l'euro, que ce soit la Grèce ou l'Allemagne ?

Si la Grèce quitte l'euro, c'est l'effet domino. Ça veut dire que le lendemain, les marchés vont s'intéresser davantage aux autres pays, notamment à ce que les Allemands appellent l'*Olivenzonen*, l'Espagne et l'Italie notamment. Et aujourd'hui, je vois que l'Italie a dû monter ses taux d'intérêt pour pouvoir emprunter. Quant aux crédits des faux SWAPS, ces crédits qui permettent de s'assurer sur des titres que vous n'avez pas, ils n'ont jamais été aussi élevés, y compris pour la France. Donc le mal est là. C'est l'effet domino. Sauver le soldat grec, c'est sauver l'euro.

Cette hypothèse existe sérieusement que la Grèce puisse quitter l'euro ?

Il y a des gens qui en parlent. Tous ceux qui ont été contre l'euro en parlent.

Non, mais vous, est-ce que vous pensez que c'est une hypothèse plausible ?

Non, parce que c'est la fin de l'euro et c'est aussi la fin d'une certaine aventure européenne. Il restera par exemple un grand marché.

Ce qu'il y avait avant ?

Oui, avec des trous comme dans le gruyère.

On s'approche d'une solution ou on est au bord du gouffre ?

On s'approche d'une solution parce que cette semaine peut apporter des bonnes nouvelles.

C'est quoi la bonne solution ?

C'est de mettre en œuvre le deuxième paquet, fort de 770 milliards, qui permet aussi au Fonds d'acheter des titres de la dette souveraine sur les marchés, permet de recapitaliser certaines banques avec cet argent. Tout ça a été décidé le 21 juillet. Donc le mettre en œuvre.

Les « anti-euro » disent que tout ça était prévisible parce qu'on ne peut pas faire une monnaie unique avec des économies aussi diverses. Qu'est-ce que vous leur répondez ?

Si vous prenez mon rapport, vous auriez vu que si j'avais été encore là, j'aurais été beaucoup plus regardant et beaucoup plus exigeant pour la Grèce, l'Italie et l'Espagne. Il suffit de relire le rapport. Peut-être ont-ils adhéré trop vite, mais ensuite, la diversité a tendance à s'atténuer grâce aux politiques de cohésion économique et sociale que j'ai mises en place en 1987. Depuis qu'ils ont adhéré, l'Espagne et le Portugal ont augmenté de 20 à 30 points en moyenne de niveau de vie par rapport à la moyenne européenne. Par conséquent, simplement, la zone euro, au départ, avait besoin de ce pacte de solidarité, de coordination des politiques économiques et peu à peu, il aurait fallu rapprocher les systèmes fiscaux et notamment l'impôt sur les entreprises.

Pour faire des vraies ressources européennes ?

Non, simplement pour éviter de trop grandes distorsions de concurrence. Il ne resterait comme distorsion de concurrence que les différences de niveau de vie et donc de coût du travail et les systèmes sociaux. Contrairement à ce que disent les Européens qui crient sur le social, il n'est pas possible d'unifier les régimes sociaux aussi différents que ceux qui tiennent de Beveridge ou de Bismarck.

Est-ce qu'il faut en revenir au concept des noyaux durs ?

Oui, c'est d'ailleurs prévu dans le traité. Ça s'appelle la coopération renforcée.

Il y a urgence, il faut le faire ?

Il aurait fallu... L'Union économique et monétaire est une coopération renforcée et il aurait fallu soumettre au banc des conditions tous les pays qui sont actuellement dans l'euro. C'était essentiel. Mais ça ne date pas d'hier. Monsieur Genscher, qui a été un grand ministre allemand des Affaires étrangères, disait toujours « les pays qui veulent aller le plus vite ne peuvent pas obliger les autres à les suivre, mais ceux qui veulent aller moins vite ne peuvent pas empêcher les premiers d'aller plus vite ». C'est grâce à ça qu'on a fait Schengen et l'euro. Donc il faut revenir sur cette idée saine et c'est pour ça qu'on avait mis dans le traité de Lisbonne la

coopération renforcée. Je crois que les Allemands et Madame Merkel sont contre les coopérations renforcées parce qu'il y a une certaine conception de l'Allemagne, qui trône au milieu de la grande Europe et qui ne veut pas se fâcher parce que les 8 nouveaux adhérents ne veulent pas qu'il y ait de coopération renforcée.

Est-ce que vous pensez possible de créer un gouvernement économique au niveau européen à partir de cette crise de l'euro ?

Non. Je pense que l'on peut faire ce que je vous ai dit, de la coopération, c'est-à-dire que le président du Conseil de l'euro ait une certaine autorité, qu'il ne soit pas lessivé dès le début par certains membres. Deuxièmement, la Commission peut mettre sur la table les propositions qui gênent ou qui stimulent : qui gênent parce que tel pays ne fait pas ce qu'il devrait faire, ou qui stimulent parce qu'on sait qu'avec plus de convergence, ça va mieux. J'ai toujours dit que l'euro sans coopération protège même de nos bêtises, mais il ne stimule pas.

Les banques sont pas mal secouées. Est-ce qu'on peut imaginer qu'une déclaration de la France et de l'Allemagne disant « on va soutenir de façon indéfectible les banques », ça pourrait ramener un peu de calme sur le marché ?

On ne peut pas dire ça dans l'état actuel des choses. Déjà, après la crise de Lehman Brothers, merci cher contribuable, on a renfloué les banques ! Qui d'ailleurs n'ont pas changé de comportement pour ça. Il n'y a qu'à regarder comment elles travaillent. On attend encore qu'une décision ou un choix du G20 soit mis en œuvre. Par exemple, ça discute très fort aux États-Unis et en Grande-Bretagne sur la séparation entre banques de dépôt et banques d'affaires. En réalité, je devrais dire banques de clientèle et banque sur les marchés. Il n'y a pas moyen d'obtenir ça, qui est essentiel. Quand les banques sont en difficultés, c'est à cause des opérations de marché. Par conséquent, si elles sont isolées, il faudra qu'elles mettent dans leur bilan, en face, les garanties. Donc c'est essentiel. Rien n'a été fait.

Qu'est-ce qu'il faut faire ?

Il y a une autre raison qui explique la situation, c'est que depuis Lehman Brothers, les liquidités dans le monde ont beaucoup augmenté. Par conséquent, les détenteurs de liquidités ne savent pas quoi faire. Donc ils ont une force de frappe considérable pour aller dans un mauvais sens. Ça, c'est une autre raison qui explique la situation. Pour les banques, d'abord, Madame Lagarde a fait une grosse erreur politique.

En parlant des banques. Parce que tout le monde va penser qu'il s'agit des banques françaises en plus.

Si c'était vraiment son sentiment, en bon directeur général du FMI, elle aurait parlé en tête-à-tête au chef de gouvernement concerné. Donc elle a, elle aussi, nourri la spéculation.

Elle a fragilisé les banques en fait ?

Non. Il faut distinguer deux choses, la solvabilité et la liquidité. Dans deux ans, si on suit les régulateurs de base, ceux qui définissent le système pour l'ensemble, il faudra un nouvel effort pour avoir le ratio de fonds propre nécessaire. Mais aujourd'hui, quand on considère les banques, elles ont encore accru leurs fonds propres depuis 2008 et elles sont en mesure aujourd'hui de faire face à un défaut ou à une diminution de la valeur de leurs créances. Elles ont ce qu'il faut. Donc il suffirait que les gouvernements disent ça.

Vous voulez dire que la Société Générale, le Crédit Agricole, BNP Paribas ne sont pas fragilisés par la dette grecque ?

Oui. Si demain, par malheur, il y a avait quelque chose de plus grave sur les Grecs, je vous rappelle déjà qu'ils doivent faire -21 %, je pense que les banques ont les moyens, sans gêner leur clientèle, de faire le nécessaire. Par conséquent, je pense que ce cri d'alarme est trop fort.

C'est la spéculation qui fait ça ?

Il y a la spéculation, les gens qui veulent faire l'intéressant. D'autres le pensent profondément. On n'a pas que des amis chez les Anglo-Saxons. Et tout à l'heure Madame Lagarde en a rajouté une couche.

Pourquoi elle a fait ça ? Elle s'est trompée sur le diagnostic ? Elle était mal informée ?

Non, je pense qu'il faut écouter les mauvaises langues de son camp, de la droite. Les mauvaises langues disent « ce perroquet savant n'a plus son professeur », donc elle n'est plus cadrée par Monsieur Muscat, le secrétaire général de l'Élysée. Ce n'est pas moi qui dis ça, ce sont les mauvaises langues de la droite.

Monsieur Delors, qu'est-ce qui pourrait mettre fin à la panique bancaire ? Une parole politique ? Qu'est-ce qui pourrait arrêter ça ?

Il aurait fallu, mais on n'en parle plus. Il faudrait que demain, en urgence, tous les gouvernements soumettent à leur parlement le deuxième paquet (premier paquet de 110 milliards, deuxième de 150...), pour ratification. Et à ce moment-là déjà, toutes les mesures seront mises en application. On a un matelas de 300 milliards en plus. On a la possibilité de recapitaliser une banque grecque, qui serait oxygénée, parce qu'il est évident que les banques grecques ont aussi de la dette souveraine grecque. Il suffirait de cela. Pour le reste, il faut reconstruire une bonne machine, une machine à prendre des décisions, à gouverner et je vous ai expliqué tout à l'heure qu'on s'en est largement éloigné.

L'hypothèse que certains évoquent de nationaliser au moins partiellement les banques n'est pas bonne ?

Ce n'est pas le sujet à l'ordre du jour.

Certains en parlent.

Il suffit de prononcer le mot « nationalisation » pour en voir certains qui s'excitent et d'autres, comme la présidente du Medef, qui s'affolent. Ça remplit les papiers, mais ça ne vaut rien. Passons notre chemin.

Ça peut affoler les petits épargnants ?

De ce point de vue, il faut bien distinguer solvabilité et liquidité. Si demain, ce n'était pas -21 %, mais plus, les banques françaises sont en mesure d'honorer leurs engagements, leur bilan n'est pas compromis. La liquidité, c'est autre chose. Le paradoxe aujourd'hui, c'est qu'il y a beaucoup d'argent, mais que les banques le gardent pour elles et que le marché interbancaire est affaibli. S'il n'y avait pas la Banque centrale européenne (BCE) qui pourvoie à tout cela, je ne sais pas où on en serait. La BCE liquéfie le marché, donne ce qu'il faut au marché interbancaire. De ce point de vue, la BCE a fait deux bonnes choses.

Tout à l'heure vous disiez que les dirigeants européens n'ont pas été à la hauteur. Est-ce que vous saluez Jean-Claude Trichet dans son action depuis la crise ?

Oui, depuis qu'il y a la crise. Avant, nous avions des divergences. Il a résisté à l'hyper-rigidité de certains Allemands. Il est intervenu raisonnablement pour soutenir le marché des obligations souveraines grecques, portugaises, espagnoles, italiennes. Troisièmement, il fournit la liquidité aux banques, et quatrièmement, c'est sa fermeté qui a poussé un peu des dirigeants hésitants à prendre des mesures. Il a été le plus Européen de tous.

Ce qui veut dire que ceux qui ont sauvé les banques, et plus généralement la situation, c'est plus les banques comme la BCE que la politique ?

La BCE. Oui.

Il y a une carence des dirigeants politiques européens ?

Non, je vous ai dit, ils n'ont pas pris les bonnes décisions au moment de créer l'euro. Il n'y avait pas d'équilibre entre le monétaire et l'économique. Ensuite, quand ils étaient réunis à 17, je ne sais pas de quoi ils parlaient. Vous, les journalistes, vous aimez les trains qui n'arrivent pas à l'heure. Eux, ils détestent ça. Tout ne va pas bien Madame la Marquise. Donc c'est une très mauvaise gouvernance.

Je voulais vous poser une question sur le système bancaire. Vous disiez « il y a une crise majeure en 2008, aucune décision n'a été prise ». Est-ce qu'aujourd'hui vous pensez que c'est plus opportun ? Est-ce qu'on peut arriver à la taxation des transactions financières, à la séparation des banques d'affaires, de dépôt ?

La résistance est très forte, mais les Européens sont devant un choix. Bien sûr, il vaudrait mieux que la taxe de transaction financière soit appliquée dans le monde entier, mais ce n'est pas le choix entre rien ou le monde entier. L'Europe doit le faire et croyez-moi, elle perdra beaucoup moins que certains spécialistes ou défenseurs de la bourse le disent. Deuxièmement, même tarif et même réponse pour la dissociation entre banque de dépôt et banque de marché.

Il faudrait le faire immédiatement ? Vous pensez que les gens ont compris ?

Le paradoxe sur le marché : la BCE a un taux moyen de 1,50 %. Sur le marché ils peuvent faire des rendements de 7 – 8 – 10 % même en souscrivant des obligations. D'un côté, la BCE met de l'argent à disposition pour que l'économie ne dérape pas trop, ne soit pas trop bloquée et de l'autre côté, ce sont eux les principaux profiteurs en matière financiers. Il y a quelque chose qui ne va pas là-dedans. C'est pour ça qu'on aurait dû augmenter l'imposition de ces banques pendant cette période. Les contribuables ont payé pour eux, c'est à eux maintenant de rendre la monnaie.

Est-ce que vous dites comme Henri Guaino, le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, qu'il y a un risque de déflation mondiale ? Est-ce que c'est une crainte pour vous ?

C'est trop fort. Le risque, c'est qu'on ait une économie plate, ou à -1 ou -2 et ça suffit pour ne pas faciliter la tâche de diminution de la dette.

Il faut de l'inflation pour amortir le choc ou pas ?

Vous vous rappelez peut-être qu'à un moment le conseiller économique Monsieur Dominique Strauss-Kahn avait dit, au grand scandale des banquiers centraux, « dans le fond, si on mettait l'objectif d'inflation de 2 à 4 ».

C'est assez scandaleux.

Moi je m'étais dit, depuis déjà, un autre ancien du FMI a dit, dans le fond c'est peut-être une solution pour que ça ne soit pas trop dur de diminuer la dette.

Et Monsieur Jacques Delors, il en dit quoi, il en faut de l'inflation ou pas ?

Non, je pense qu'il faut penser aussi à l'euthanasie des rentiers, parce que l'inflation c'est l'euthanasie des rentiers, c'est la formule de Keynes, mais c'est aussi aux dépens des plus pauvres, des moins riches et par conséquent, cette solution, si on fait 3 % ou 4 % ça va, mais si on se laisse aller, non.

10 ou 15, ça va pas ?

Il y a ceux qui disent « on est à 2,5 %, c'est un drame ».

C'est un peu ce que disait Jean-Claude Trichet.

Oui, mais lui c'est le gardien de la monnaie.

Est-ce que la situation peut être comparée à celle des années 30 ? Avec une montée de l'extrême droite, et du protectionnisme ?

Oui d'un point de vue de la capacité, comme on dit, des dirigeants, oui. Du point de vue de ce que l'on a appris sur le passé, non. En termes d'histoire, de sciences économiques, de sciences financières, on a beaucoup appris. Et donc, je ne vois pas, même les dirigeants les moins bons de notre monde prendre des décisions aussi stupides que celles qui ont été prises dans certains pays après 1930.

Et en même temps, ils ne prennent pas tout à fait la mesure de leur responsabilité.

Je vous l'ai déjà dit, je ne parle pas de la politique chez eux, je dis que la gouvernance de l'euro, n'a pas été bonne depuis des années, il y eu ce vice de conception au début et ce qui m'inquiète maintenant, c'est que, bien entendu, les milieux financiers il faut toujours qu'ils trouvent un responsable ailleurs, mais ce que je crains beaucoup c'est que, devant cette situation, les citoyens se disent : mais alors ces politiques, ils sont bons à quoi ? Au moment où l'extrême droite progresse dans tous les pays, paralyse la Finlande, alors je m'inquiète des retombées de ça, une sorte d'indifférence, d'absentéisme ou même populisme anti-gouvernement et anti-politique.

Crise sociale ?

Pour l'instant non.

Explosion sociale ?

Non.

On ne parle pas de politique française, mais on parle du fond et des idées. On est 7 mois de la présidentielle, qu'est-ce qu'il faut promettre aux Français, qu'est-ce qu'on peut promettre ? Que du sang et des larmes ou pas ?

Non, simplement rappeler aux Français, quels sont leurs atouts, quels sont leurs handicaps.

Leurs atouts ?

Je n'en dirais pas plus, je ne veux pas faire le discours d'un candidat. Mais je vous dis simplement la tonalité. Vous savez, les Français ont été très marqués par la repentance, il fallait la faire, mais à un moment donné, ils se sont dit, mais alors, affreux colonisateur, on a tué des gens, etc. Et en même temps les Français, continuent à penser que leur pays est unique. Il a tellement apporté à l'humanité, donc c'est une schizophrénie entre « pan sur la gueule » d'un côté et de l'autre côté, la glorification de ce qu'on était. Il faut absolument essayer, vu cette schizophrénie, de leur dire, vous n'êtes pas plus mauvais que les autres, mais vous n'êtes pas dépositaires de la conscience universelle depuis que Jésus Christ est là.

C'est la chance des Français, le bonheur des Français.

Le bonheur d'être français bien sûr et beaucoup d'avantages, la preuve c'est que les investissements étrangers ne manquent pas en France. Moi mon rêve, j'ai 86 ans, mais mon rêve pour les jeunes générations, c'est qu'elles arrivent à réduire cette schizophrénie, qu'on puisse leur dire : oui, notre point essentiel c'est la compétitivité. Nous avons un déficit commercial de 2 % de notre produit, ça veut dire que nous vivons au-dessus de nos moyens. De l'autre nous avons beaucoup d'avantages et enfin, comme ça coûte très cher tout cela, il faut savoir qui va payer.

Voilà, alors question clé, qui va payer ?

Pour l'Europe, je n'en dirais pas plus, je reste fidèle au contrat qu'on n'a pas fait.

Qui va payer pour l'Europe ? La France est dans l'Europe ?

Ceux qui vont payer pour l'Europe, c'est-à-dire que si la Grèce s'en sort maintenant, elle a les moyens de se redresser, je vous dis, ça ne fait que 2,5 % du PIB, il faut éviter l'effet domino, c'est-à-dire que ça se déclenche dans les autres pays, et si vous voulez, reprenons les dix premières années de l'euro, sans le pacte économique, qu'est-ce que ça a donné quand même ? 2,1 de taux de croissance, 2,3 de progrès des investissements, 16 millions d'emplois créés. Alors ceux qui aujourd'hui veulent condamner l'euro comme ça devraient quand même se rappeler de ces chiffres.

Il y a eu aussi un débat en France, qui est de dire, tout irait mieux si tous les pays annonçaient une règle d'or, votaient une règle d'or et s'engageaient sur la maîtrise des déficits. Est-ce que ça rassurerait ?

Une règle d'or, pour qu'elle soit valable, il faut qu'elle définisse bien, ce qu'on appelle un déficit. Prenons un exemple, un pays X a 96 % de recettes par rapport à 100 de dépenses. Il se trouve que les 4 % de dépenses en plus sont des dépenses d'avenir. Est-ce qu'il doit tout faire financer par les recettes de cette année ? Puisque ces dépenses profiteront aux prochaines générations, est-ce qu'on ne peut pas emprunter ? Vous connaissez vous, une entreprise dynamique, je parle industrielle, qui a réussi sans emprunter, pour investir un peu plus. Donc il faut préciser.

Et ne pas figer les choses.

On va leur dire, la règle d'or c'est comme, celui qui va à confesse et qui dit « je ne recommencerai pas » à la fin. On se fout du monde, et pour la France ce n'est pas plus qu'un piège à cons pour l'opposition.

Ça veut dire que la confesse, ça ne vaut rien et la règle d'or ça ne vaut rien c'est ça ?

Oui, si on m'explique. J'ai lu le texte français, on attend une loi organique, c'est dans loi organique qu'on saura exactement comment on va y faire. Je la cherche toujours la loi organique. Je répète mon mot en m'excusant de la grossièreté, mais des fois, il n'y a que comme ça qu'on se fait comprendre.

Qui est-ce qui nous prend pour des cons ?

C'est-à-dire la règle d'or, d'abord, ça fait rêver. La formule est bien choisie, très bonne opération de marketing, mais derrière c'est le vide.

Et l'idée que ça puisse rassurer les agences de notation ça aussi c'est un... ?

Les agences de notations, elles continuent leur travail, ce n'est pas le diable. Mais n'empêche que si on avait une agence de notation européenne indépendante qui aiderait le Conseil de l'euro à travailler, et nos banques aussi, ça serait pas mal.

Ça aussi c'est une des choses qui devait être faite et qui n'a pas été faite ?

Non, l'effet d'annonce... Je suis sur un papier sur la démocratie et je relisais les textes de Mendès France. Il disait : il est inadmissible que quelqu'un n'exécute pas les promesses qu'il a faites pendant la campagne électorale.

Ce quelqu'un c'est ?

Pierre Mendès France

Non, mais... Est-ce que vous pensez à quelqu'un ?

C'est assez répandu. Vous êtes des spécialistes au jour le jour. Il a des fois vous sortez d'une conférence de presse en haussant les épaules et en disant, bon, je vais aller retrouver mon ami, ma femme ou mon mari et on va penser à autre chose.

L'actualité aujourd'hui, c'est aussi tout ce qui tourne autour de la Françafrique. Ça vous étonne d'avoir entendu ces déclarations d'André Bourgi ? qui affirme que pendant des années, il y a eu des échanges de mallette entre la France et l'Afrique ?

Là comme ailleurs, j'attends justice.

Vous étiez au courant de ce genre de pratique ou pas ?

Pas du tout.

C'est un scandale d'État ?

Je ne sais pas si c'est vrai. Chaque fois qu'il y a une décision de justice qui peut être prise, j'attends la justice. Ce n'est pas à moi de m'occuper, d'interférer ou de faire pression sur les juges. D'ailleurs ma pression ne servirait à rien, mais je pense à certains qui le font parce qu'ils ont des postes...

Vous avez été ministre des Finances, vous avez été président de la Commission européenne, vous avez peut-être failli être président de la République un jour. Quelles qualités faut-il pour être président de la République française ?

La vision, la place de l'Europe et la France dans le monde, la juste place de la France dans le monde et un contrat avec les électeurs, que l'on peut aménager parce qu'il y a des aléas, un contrat, ce qui implique d'ailleurs qu'on rétablisse des institutions comme le Commissariat général au plan qui à la fois ausculterait la société et regarderait si le contrat est appliqué.

Ça veut dire qu'à l'époque, vous pensez que ces qualités vous ne les aviez pas ?

Non, je vais répéter ce que je vous ai déjà dit. Le parti socialiste n'était pas le parti socialiste d'aujourd'hui. Et rappelez-vous, monsieur Emmanuelli, sur cette thèse que je respecte, avait battu monsieur Jospin. Donc pour

faire ma campagne, soit je mentais au parti socialiste en lui racontant des salades, soit je mentais aux Français. Or cette schizophrénie-là, elle est absolument contraire à l'école mendésiste.

Et aujourd'hui vous estimez que le parti socialiste a suffisamment évolué pour qu'il n'y ait plus de schizophrénie ?

Oui, il a fait des progrès.

Il a fait des progrès.

De très grands progrès, et aujourd'hui, il est possible de considérer, lorsqu'on n'a pas de parti pris, que le parti socialiste a fait une évolution considérable.

Et vous êtes optimiste pour l'élection présidentielle ?

Non, je ne parle pas de ça.

Après avoir perdu...

Je vous dis simplement que je suis rentré en France en 1995, je n'avais aucune utilité sans doute pour le parti socialiste, donc je me suis occupé des partis socialistes étrangers et donc je vois que la social-démocratie et le parti socialiste ont beaucoup souffert. Ils ne sont plus que trois au pouvoir sur 27. J'espère que le Danemark sera un quatrième, mais cela veut dire que les partis socialistes doivent tous réfléchir sur les raisons qui expliquent le fait qu'ils ont perdu des voix, que les gens se soient détournés d'eux. C'est une réflexion qui n'est pas que française.

Quel est votre avis là-dessus ?

Il faut parler du pouvoir et de ce qu'il reste de la social-démocratie. Par exemple en Suède, la droite a pris le pouvoir sur la social-démocratie, le système est resté intégralement social-démocrate et donc tous ceux qui ont contribué, même s'ils sont morts, peuvent être fier de cela. Je pense que c'est un premier point à bien situer. D'autre part, la social-démocratie doit faire face à l'évolution du *Welfare state*, au vieillissement de la population dans certains pays et aussi à la rupture intergénérationnelle, vraiment très frappante dans les pays de l'Est, mais qui existe aussi chez nous. Les valeurs véhiculées par les nouvelles générations sont différentes, donc il y a une opposition entre les deux, et selon qu'un pays a une pondération plus importante de personnes âgées ou une pondération plus importante de jeunes, c'est un élément important du résultat des élections.

Et on observe aussi le même phénomène en Europe, qui est la montée de l'extrême droite. C'est un discours anti-immigration. Ici on a le ministre de l'Intérieur qui s'en prend à la communauté comorienne en disant qu'elle est responsable. Qu'est-ce que ça vous inspire ? Ça, c'est général à tout le monde ou c'est ?

Tout d'abord, si vous voulez, les valeurs qui ont été les nôtres dans les pays européens pendant longtemps sont en train d'être modifiées pour des raisons qui tiennent aussi, mais je n'insiste pas puisque je suis catholique,

aux pratiques religieuses et aux conditions religieuses. Mais il reste deux éléments qui n'ont rien à voir avec ça. Parlons laïque, sinon je vais me faire fusiller. Il y a deux raisons, la première c'est la mondialisation. Pour la personne qui est à la base, c'est un choc énorme, il a le sentiment qu'on ne va pas s'en sortir. Donc il a tendance à se réfugier sur ses racines et à chercher l'identification, donc il dit « le local et le national contre la mondialisation », ça c'est le premier élément. Et le gouvernement, qui joue un peu les démagogues, les utilise : on va vous protéger, la France vous protège, l'Europe vous protège. Qu'est-ce que c'est que ce langage qui dit à des gens qui doivent travailler, innover, « on vous protège » !

Ce n'est pas un bon slogan de campagne ?

C'est un slogan endormant. C'est de la léthargie.

C'est quoi le bon slogan de la campagne là, par rapport à « je vous protège » ?

« Réveillons-nous, stimulons nous ». Et le deuxième élément, il ne faut pas l'oublier, et qui n'a rien à voir avec le déclin des pratiques religieuses, c'est l'individualisme contemporain. Je vous rappelle d'ailleurs que la Révolution française avait mis en tête l'individu. Réfléchissez un moment sur ce point qui est très controversé, regardez ce qu'on en dit, même s'il le prend à son compte, Pierre Rosanvallon, dans son dernier livre. Et moi, vous ne me voyez pas souvent sur les plateaux de télé, je parle souvent aux jeunes et l'objection principale qu'on me fait quand je parle du sens de la vie, je ne parle jamais de religion, ils me disent : mais Monsieur Delors, je suis le seul maître de mon destin. Et bien ça, c'est catastrophique pour une aventure collective d'un pays, pour son patriotisme et pour sa survie.

Aventure collective justement, dernière question en forme de clin d'œil. En 1995, vous avez failli être candidat à la présidentielle. Aujourd'hui avec la primaire socialiste, il y a 5 candidats, il y en a 3 qui sont des « bébés Delors », des transcourants, ça vous fait plaisir ?

Quand j'étais président de la Commission, que j'ai vu que certains créaient Démocratie 2000. En plus Jean-Pierre Jouyet est un ami de toujours, je me suis dit que j'allais les aider, quand je leur ai dit « on va l'appeler Témoin », déjà ils ont été déçus. Je vous passe le témoin, le contrat était clair.

Oui, mais ça vous fait plaisir. Vous avez essaimé.

Quand la primaire sera passée, le professeur Delors notera chaque copie.

Ce ne sont pas tous vos héritiers ? Est-ce qu'ils le sont de votre point de vue ?

Non, moi je suis un type un peu à part. Je ne demande pas à ma fille de me ressembler. Son père et sa mère l'aiment à la folie, son père et sa mère ont fait son éducation ; le reste, elle est libre et nous respectons ses choix. Et elle, elle a la délicatesse de ne pas utiliser mon nom.

Vous êtes fier de votre fille quand même

Très, mais vous remarquez qu'elle a la délicatesse de ne pas utiliser mon nom, je n'en dirais pas autant des autres candidats.

Merci, Jacques Delors d'avoir répondu à nos questions, merci à vous de nous être fidèle et à mercredi prochain.

www.notre-europe.eu

19 rue de Milan – 75009 Paris – France

Presse écrite

Jacques Delors : "La règle d'or, c'est un piège à cons"

Le Monde | 15.09.11 | 14h36 • Mis à jour le 15.09.11 | 15h16

[Question d'Infos : Jacques Delors](#) par [LCP](#)

<P>Peut-on éviter la faillite de la Grèce ?

Jacques Delors : La situation est sérieuse. Et elle ne concerne pas simplement la Grèce. Elle tient à un vice de conception. L'Union économique et monétaire était fondée sur l'équilibre entre le pouvoir monétaire et le pouvoir économique. Il impliquait qu'à côté de l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) il y ait un pôle économique qui, compte tenu du contrat et de l'esprit du traité, ne pouvait prendre qu'une forme : la coopération. Cette coopération n'a pas eu lieu.

Aujourd'hui, que faut-il faire ?

L'urgence est de mettre en oeuvre les décisions qui ont été prises le 21 juillet et qui font que les ressources du fonds de stabilité vont passer de 440 à 770 milliards. C'est suffisant pour rassurer tous ceux qui veulent être rassurés.

Mais il y a déjà eu un premier plan de sauvetage et il n'a pas suffi. Il a été insuffisant parce que la valse-hésitation a été le mot-clé de nos dirigeants.

Vous visez le couple franco-allemand ?

Non, tous ! les Dix-Sept ! il a fallu du temps pour qu'ils comprennent ce dont il s'agissait. Angela Merkel est hésitante, d'autres préfèrent le coup de menton. Entre deux réunions de chefs, tout le monde parle. Comment voulez-vous que les investisseurs, je ne parle pas simplement des spéculateurs, s'y retrouvent ?

Etes-vous plus indulgent avec Jean-Claude Trichet, le patron de la BCE ?

Oui, il a résisté à l'hyper-rigidité de certains Allemands. Il est intervenu raisonnablement pour soutenir le marché des obligations souveraines grecques, portugaises, espagnoles, italiennes. Il fournit la liquidité aux banques, et c'est sa fermeté qui a poussé des dirigeants hésitants à prendre des mesures. Il a été le plus européen de tous.

L'Allemagne est tiraillée entre la solidarité européenne et le refus de payer pour ceux qui n'ont pas respecté les règles. Comment va-t-elle évoluer, selon vous ?

J'étais encore en Allemagne il y a dix jours. Je crois M^{me} Merkel convaincue au fond de son coeur, de sa tête, que ce serait tragique pour l'Allemagne si l'euro connaissait une défaite historique. Donc elle avance, mais elle rencontre de grandes difficultés dans son parti et chez les libéraux.

La Grèce peut-elle quitter l'euro ?

Si elle le fait, ce sera l'effet domino. Les marchés s'intéresseront davantage à l'Espagne ou à l'Italie. Donc sauver le soldat grec, c'est sauver l'euro.

Faut-il une "règle d'or", comme le veut M. Sarkozy, pour garantir le retour à l'équilibre budgétaire et stabiliser la zone ?

La formule est bien choisie, mais derrière, c'est le vide. J'ai lu le texte français. Pour savoir de quoi il retourne, il faudra attendre une loi organique qui n'existe pas encore. Pardonnez ma grossièreté, mais la "règle d'or", c'est un piège à cons pour l'opposition.

Comment mettre fin à la crise bancaire ?

Christine Lagarde a commis une grosse erreur politique en estimant que les banques européennes avaient un besoin urgent d'être recapitalisées. Les mauvaises langues de son camp disent que *"ce perroquet savant n'est plus cadré par M. Musca, le secrétaire général de l'Elysée"*.

En réalité, les banques ont accru leurs fonds propres depuis 2008 et elles sont en mesure aujourd'hui de faire face à un défaut ou à une diminution de la valeur de leurs créances. Il suffirait que les gouvernements le disent.

Dans la campagne de la primaire socialiste, plusieurs candidats sont étiquetés "deloriste" ; en êtes-vous fier ?

Je suis un type un peu à part. Même à ma fille, je ne demande pas de me ressembler. Elle est libre et elle a la délicatesse de ne pas utiliser mon nom, je n'en dirais pas autant des autres candidats.

Pour vous, Martine Aubry est-elle toujours la meilleure ?

Oui, et pas seulement pour des raisons d'affinité parentale.

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne

Propos recueillis par Françoise Fressoz, Frédéric Haziza, Sylvie Maligorne et Marie-Eve Malouines

Article paru dans l'édition du 16.09.11

Delors accuse Lagarde d'avoir alimenté la spéculation sur les banques

LEMONDE.FR avec AFP | 14.09.11 | 09h16 • Mis à jour le 14.09.11 |



L'ancien président de la Commission européenne, [Jacques Delors](#), lors d'une conférence de presse à Bruxelles, le 30 novembre 2009. AFP/JOHN THYS

Après que l'agence Moody's a [dégradé la note de la Société générale et du Crédit agricole](#), mercredi 14 septembre, Jacques Delors a vivement critiqué la directrice du FMI, [Christine Lagarde](#), qui avait évoqué, vendredi, la situation des banques détenant de la dette grecque.

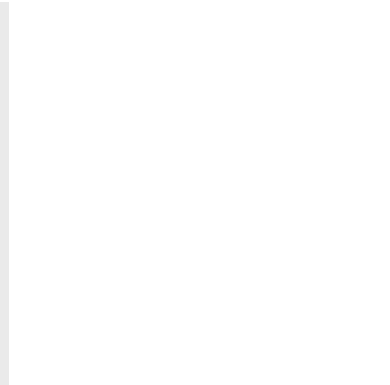
L'ancien président de la Commission européenne **Jacques Delors** a accusé Christine Lagarde d'[avoir](#) commis *"une grosse erreur politique"*, en évoquant la situation des banques européennes détenant de la dette grecque. *"Si c'était vraiment son sentiment, en bon directeur général du FMI, elle devait [parler](#) en tête à tête au chef de gouvernement concerné par ça. Donc elle a, elle aussi, nourri la spéculation"*, a déclaré M. Delors, lors de l'émission "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion).

"Face à la montée des risques et des incertitudes, et à la nécessité de [convaincre](#) les marchés, certaines banques ont besoin de [renforcer](#) leur capital", [avait estimé](#) M^{me} Lagarde vendredi avant la réunion du G7 à Marseille, en évoquant les risques encourus par les établissements européens face à la crise de la dette dans la zone euro.

L'ancien ministre socialiste des finances a fait [valoir](#) que la Société générale, la BNP et le Crédit agricole avaient *"les moyens, sans [gêner](#) leur clientèle, de [faire](#) le nécessaire"*. Estimant que *"le cri d'alarme"* de M^{me} Lagarde était *"trop fort"* dans un contexte de *"spéculation"*, M. Delors l'a qualifiée de *"perroquet savant (qui) n'a plus son professeur"*.

Delors : "Ma fille est la meilleure"

AFP Publié le 14/09/2011 à 11:22 Réactions (94)



Jacques Delors, père de **Martine Aubry**, candidate à la primaire socialiste en France pour la présidentielle de 2012, a assuré aujourd'hui que sa "fille était en pleine forme", et qu'elle était "la meilleure".

Invité de l'émission "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), l'ancien président de la Commission européenne a déclaré que Martine Aubry, actuellement distancée dans les sondages par son principal concurrent, **François Hollande**, était "entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations".

"Elle n'a pas besoin de son père. D'ailleurs, elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces", a-t-il poursuivi.

"Une fois, c'est vrai, je suis intervenu. On m'a demandé quel était mon favori pour la primaire, j'ai dit, arguments à l'appui, que c'était ma fille que je considérais comme la meilleure. Je continue à le penser. Ceux qui me connaissent savent que si je ne le pensais pas, je me serais tout simplement tu", a-t-il ajouté.

Jacques Delors, 86 ans, avait été président de la Commission européenne de 1985 à 1994. Il a incarné une ligne sociale-démocrate au sein du Parti socialiste français.

Sa fille, Martine Aubry, 61 ans, est candidate à la candidature du PS pour l'élection de mai 2012. Les candidats seront départagés lors d'une **primaire ouverte** à tous les sympathisants de gauche, qui aura lieu les 9 et 16 octobre.

Jacques Delors voit la «règle d'or» comme un «piège à cons pour l'opposition»

89 commentaires



Jacques Delors, le 30 novembre 2009. (AFP)

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a estimé mercredi que la «règle d'or» sur l'équilibre des finances publiques était «un piège à cons pour l'opposition» et que cela ne «valait rien».

«Une règle d'or, pour qu'elle soit valable, il faut qu'elle définisse bien, ce qu'on appelle un déficit. Prenons un exemple, un pays X a 96 % de recettes par rapport à 100 de dépenses. Il se trouve que les 4 % de dépenses en plus sont des dépenses d'avenir. Est-ce qu'il doit tout faire financer par les recettes de cette année ?», a expliqué l'ancien ministre socialiste lors de «Questions d'info» (LCP/France Info/le Monde/AFP/Dailymotion).

Confesse

Pour lui, dans ce cas, «puisque ces dépenses profiteront aux prochaines générations», il faut recourir à l'emprunt, et donc, en ce qui concerne la «règle d'or» il «faut préciser les choses».

«La règle d'or, c'est comme celui qui va à confesse et qui dit : +je ne recommencerai pas+». «On se fout du monde, et pour la France, je n'en dis pas plus, c'est un piège à cons pour l'opposition», a-t-il ajouté.

Jacques Delors a relevé que le texte du gouvernement renvoyait à une loi organique les modalités du retour à l'équilibre. «Je la cherche toujours la loi organique».

Pour lui, «la règle d'or, d'abord, ça fait rêver», c'est «une très bonne opération de marketing, mais derrière, c'est le vide».

Il a réfuté les arguments du gouvernement selon lequel l'adoption de la règle d'or rassurerait les marchés et les agences de notation, et a plaidé une nouvelle fois pour «une agence de notation européenne indépendante qui aiderait le conseil de l'euro à travailler et les banques aussi».

(Source AFP)

Delors : Lagarde a fait une "grosse erreur politique"



L'ancien président de la Commission européenne accuse la directrice du FMI d'avoir nourri la spéculation. Il oublie un peu vite que, de son côté, il avait tenu des propos on ne peut plus alarmistes en déclarant : "l'euro est au bord du gouffre".

L'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, a accusé mercredi la directrice général du FMI, Christine Lagarde, d'avoir commis "une grosse erreur politique", en évoquant la situation des banques européennes détenant de la dette grecque.

"Si c'était vraiment son sentiment, en bon directeur général du FMI, elle allait parler en tête à tête au chef de gouvernement concerné par ça. Donc elle a, elle aussi, nourri la spéculation", a déclaré M. Delors, lors de "Questions d'Info".

"Face à la montée des risques et des incertitudes, et à la nécessité de convaincre les marchés, certaines banques ont besoin de renforcer leur capital", avait estimé Mme Lagarde vendredi avant la réunion du G7 à Marseille, en évoquant les risques encourus par les établissements européens face à la crise de la dette dans la zone euro.

L'ancien ministre socialiste des Finances a fait valoir que la Société générale, la BNP et le Crédit agricole avaient "les moyens, sans gêner leur clientèle, de faire le nécessaire".

Estimant que "le cri d'alarme" de Mme Lagarde était "trop fort" dans un contexte de "spéculation", M. Delors a repris "les mauvaises langues" de la droite, la qualifiant de "perroquet savant (qui) n'a plus son professeur".


"Elle n'est plus cadrée par M. Musca, le secrétaire général de l'Élysée", a-t-il décrypté à propos de celle qui était naguère ministre UMP de l'Economie. Pour stopper la panique bancaire, il a estimé qu'il faudrait que "demain, en urgence, nos gouvernements soumettent au Parlement et ratifient" le plan de sauvetage de la Grèce. "Et à ce moment-là déjà, toutes les mesures seront mises en application", a-t-il dit, en soulignant qu'il s'agissait d'un "matelas de 300 milliards".

Propos alarmistes

Jacques Delors oublie un peu vite ses propos, [tenus dans le quotidien belge Le Soir le 18 août dernier](#), qui étaient tout aussi alarmistes. Il avait déclaré : "l'euro est au bord du gouffre". Il avait proposé de mutualiser partiellement les dettes des Etats jusqu'à hauteur de 60% de leur produit intérieur brut, le seuil maximal retenu dans le Traité de Maastricht pour la participation à la monnaie unique. Ces euro-obligations sont selon lui indispensables. "Car si on ne le fait pas, les marchés continueront de douter", ajoute-t-il en estimant que "les dirigeants européens sont passés à côté des réalités".

"Comment peuvent-ils penser que les marchés vont croire aux promesses du sommet de la zone euro, le 21 juillet, s'il faut attendre la fin de septembre pour les transformer en actes ?", demande l'ancien président de la Commission européenne.

Certes, Jacques Delors n'est pas directeur du FMI et peut se permettre une plus grande liberté de parole. Mais sa voix reste entendue sur les marchés.

latribune.fr, avec AFP - 14/09/2011, 13:41 | 

La "Règle d'or" : un "piège à cons pour l'opposition", selon Delors

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a estimé mercredi que la "règle d'or" sur l'équilibre des finances publiques était "un piège à cons pour l'opposition" et que cela ne "valait rien".

"Une règle d'or, pour qu'elle soit valable, il faut qu'elle définisse bien, ce qu'on appelle un déficit. Prenons un exemple, un pays X a 96% de recettes par rapport à 100 de dépenses. Il se trouve que les 4% de dépenses en plus sont des dépenses d'avenir. Est-ce qu'il doit tout faire financer par les recettes de cette année?", a expliqué l'ancien ministre socialiste lors de "Questions d'info" (LCP/France Info/le Monde/AFP/Dailymotion).

Pour lui, dans ce cas, "puisque ces dépenses profiteront aux prochaines générations", il faut recourir à l'emprunt, et donc, en ce qui concerne la "règle d'or" il "faut préciser les choses".

"La règle d'or, c'est comme celui qui va à confesse et qui dit : +je ne recommencerai pas+. "On se fout du monde, et pour la France, je n'en dis pas plus, c'est un piège à cons pour l'opposition", a-t-il ajouté.

M. Delors a relevé que le texte du gouvernement renvoyait à une loi organique les modalités du retour à l'équilibre. "Je la cherche toujours la loi organique".

Pour lui, "la règle d'or, d'abord, ça fait rêver", c'est "une très bonne opération de marketing, mais derrière, c'est le vide".

Il a réfuté les arguments du gouvernement selon lequel l'adoption de la règle d'or rassurerait les marchés et les agences de notation, et a plaidé une nouvelle fois pour "une agence de notation européenne indépendante qui aiderait le conseil de l'euro à travailler et les banques aussi".



Tous droits réservés - Les Echos 2011

Delors dénonce une "grosse erreur politique" de Lagarde sur les banques

L'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, a accusé mercredi la directrice général du FMI, Christine Lagarde, d'avoir commis "une grosse erreur politique", en évoquant la situation des banques européennes détenant de la dette grecque.

"Si c'était vraiment son sentiment, en bon directeur général du FMI, elle allait parler en tête à tête au chef de gouvernement concerné par ça. Donc elle a, elle aussi, nourri la spéculation", a déclaré M. Delors, lors de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion).

"Face à la montée des risques et des incertitudes, et à la nécessité de convaincre les marchés, certaines banques ont besoin de renforcer leur capital", avait estimé Mme Lagarde vendredi avant la réunion du G7 à Marseille, en évoquant les risques encourus par les établissements européens face à la crise de la dette dans la zone euro.

L'ancien ministre socialiste des Finances a fait valoir que la Société générale, la BNP et le Crédit agricole avaient "les moyens, sans gêner leur clientèle, de faire le nécessaire".

Estimant que "le cri d'alarme" de Mme Lagarde était "trop fort" dans un contexte de "spéculation", M. Delors a repris "les mauvaises langues" de la droite, la qualifiant de "perroquet savant (qui) n'a plus son professeur".

"Elle n'est plus cadrée par M. Musca, le secrétaire général de l'Élysée", a-t-il décrypté à propos de celle qui était naguère ministre UMP de l'Economie.

Pour stopper la panique bancaire, il a estimé qu'il faudrait que "demain, en urgence, nos gouvernements soumettent au Parlement et ratifient" le plan de sauvetage de la Grèce. "Et à ce moment-là déjà, toutes les mesures seront mises en application", a-t-il dit, en soulignant qu'il s'agissait d'un "matelas de 300 milliards".



Tous droits réservés - Les Echos 2011

Delors déplore "la cacophonie" des dirigeants de la zone euro

Jacques Delors a déploré mercredi "la cacophonie" des gouvernements de la zone euro, leurs "états d'âme", leur manque d'anticipation et "d'esprit collégial" face à la crise actuelle, en insistant sur la responsabilité de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.

Invité de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), l'ancien président de la commission européenne a plaidé pour un "effort de compréhension" en faveur de la Grèce. "Il ne faudrait pas que la Grèce meure guérie", a-t-il dit.

Il a insisté sur l'urgence de mettre en application les décisions du 21 juillet portant le fonds européen de stabilité à 770 milliards d'euros contre 440 mds auparavant. "Mais on tarde à passer dans les faits", a-t-il dit voyant dans le manque "d'un minimum de solidarité" des Européens une "faiblesse".

Pour lui, "il a fallu du temps" pour que les 17 dirigeants de la zone euro "comprennent ce dont il s'agissait". Une chancelière allemande, Angela Merkel "hésitante", d'autres qui préfèrent le "coup de menton", les "états d'âmes" des uns et des autres..."Là entre deux réunions des chefs, tout le monde parle. Une vraie cacophonie".

Il a reproché aux 17 de l'Eurogroupe de n'avoir "rien vu venir" et de ne plus avoir "d'esprit collégial". "On dirait que les 15 autres regardent la France et l'Allemagne (...) M. Sarkozy et Mme Merkel leur ont mis tellement de coups dans la tête et à (José Manuel) Barroso (président de la commission européenne, ndlr) et à (Jean-Claude) Juncker (président de l'Eurogroupe, ndlr) que ces deux-là se taisent et ne savent plus où se mettre".

Pour Jacques Delors, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel "ne croient pas à la méthode de travail qui a fait le succès de l'UE lorsqu'elle fonctionnait bien".

Il a estimé nécessaire de mettre en place la coopération renforcée, d'ailleurs prévue dans les traités, en donnant "une certaine autorité" au président de l'Eurogroupe.

M. Delors a décerné un satisfecit au patron de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, qui a "résisté à l'hyper rigidité de certains Allemands". "Il a été le plus européen de tous".





Delors: "ma fille est en pleine forme", "c'est la meilleure"

Publié le 14.09.2011, 11h00



L'ancien président de la commission européenne, Jacques Delors, père de Martine Aubry, candidate à la primaire PS, a assuré mercredi que sa "fille était en pleine forme", qu'elle se débrouillait "très bien" et que c'était "la meilleure". | Thomas Coex



L'ancien président de la commission européenne, [Jacques Delors](#), père de [Martine Aubry](#), candidate à la primaire PS, a assuré mercredi que sa "fille était en pleine forme", qu'elle se débrouillait "très bien" et que c'était "la meilleure".

Invité de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), M. Delors s'est indigné d'un écho de presse selon lequel en participant à cette émission il allait "voler au secours de sa fille".

C'est "une méchanceté gratuite, a-t-il dit, car ma fille est en pleine forme, elle se débrouille très bien".

"Elle est entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations. Elle n'a pas besoin de son père. D'ailleurs, elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses

propres forces", a poursuivi Jacques Delors qui avait lui-même renoncé à se présenter à la présidentielle en 1994.

"Une fois, c'est vrai, je suis intervenu. On m'a demandé quel était mon favori pour la primaire, j'ai dit, arguments à l'appui, que c'était ma fille que je considérais comme la meilleure. Je continue à le penser. Ceux qui me connaissent savent que si je ne le pensais pas, je me serais tout simplement tu".

L'ancien ministre PS a fait valoir qu'il "considérait que c'est la meilleure et pas seulement pour des raisons d'affinité parentale".

Comme on lui faisait remarquer que 3 des 5 candidats socialistes à la primaire, [François Hollande](#), Ségolène Royal et Martine Aubry, étaient des "bébés Delors", les deux premiers ayant appartenu au club Témoin, il a affirmé que "même pas à (sa) fille", il ne demandait "de (lui) ressembler".

"Son père et sa mère l'aiment à la folie, son père et sa mère ont fait son éducation et le reste, elle est libre et nous respectons ses choix. Et elle a la délicatesse de ne pas utiliser mon nom", a-t-il dit avant d'ajouter: "je n'en dirais pas autant des autres candidats".

Delors : la règle d'or, "un piège à cons"

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a estimé mercredi que la "règle d'or" sur l'équilibre des finances publiques était "un piège à cons pour l'opposition" et que cela ne "valait rien", a déclaré Jacques Delors, invité de l'émission Questions d'Info sur LCP avec France Info, Le Monde et Dailymotion. Une règle d'or, pour qu'elle soit valable, il faut qu'elle définisse bien, ce qu'on appelle un déficit. Prenons un exemple, un pays X a 96% de recettes par rapport à 100 de dépenses. Il se trouve que les 4% de dépenses en plus sont des dépenses d'avenir. Est-ce qu'il doit tout faire financer par les recettes de cette année?", a développé l'ancien ministre socialiste. Pour lui, dans ce cas, "puisque ces dépenses profiteront aux prochaines générations", il faut recourir à l'emprunt, et donc, en ce qui concerne la "règle d'or" il "faut préciser les choses". "La règle d'or, c'est comme celui qui va à confesse et qui dit : +je ne recommencerai pas+. "On se fout du monde, et pour la France, je n'en dis pas plus, c'est un piège à cons pour l'opposition", a-t-il ajouté.

Delors : "La règle d'or, c'est un piège à cons pour l'opposition"

Le Point.fr - Publié le 14/09/2011 à 12:35 - Modifié le 14/09/2011 à 13:12

L'ancien président de la Commission européenne dénonce une opération marketing autour d'une mesure sans réel fondement.



Jacques Delors affirme qu'une règle d'or n'a de sens que si elle définit précisément ce que l'on entend par déficit. © Pol Emile / Sipa

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a estimé mercredi que la "règle d'or" sur l'équilibre des finances publiques était "un piège à cons pour l'opposition" et que cela ne "valait rien". "Une règle d'or, pour qu'elle soit valable, il faut qu'elle définisse bien ce qu'on appelle un déficit. Prenons un exemple, un pays X a 96 % de recettes par rapport à 100 de dépenses. Il se trouve que les 4 % de dépenses en plus sont des dépenses d'avenir. Est-ce qu'il doit tout faire financer par les recettes de cette année ?" a expliqué l'ancien ministre socialiste lors de *Questions d'info*.

Pour lui, dans ce cas, "puisque ces dépenses profiteront aux prochaines générations", il faut recourir à l'emprunt, et donc, en ce qui concerne la "règle d'or", il "faut préciser les choses". "La règle d'or, c'est comme celui qui va à confesse et qui dit : je ne recommencerai pas". "On se fout du monde, et pour la France, je n'en dis pas plus, c'est un piège à cons pour l'opposition", a-t-il ajouté. Jacques Delors a relevé que le texte du gouvernement renvoyait à une loi organique les modalités du retour à l'équilibre. "Je la cherche toujours, la loi organique". Pour lui, "la règle d'or, d'abord, ça fait rêver", c'est "une très bonne opération de marketing, mais derrière, c'est le vide".

Il a réfuté les arguments du gouvernement selon lesquels l'adoption de la règle d'or rassurerait les marchés et les agences de notation, et a plaidé une nouvelle fois pour "une agence de notation européenne indépendante qui aiderait le Conseil de l'euro à travailler, et les banques aussi".

Jacques Delors : "Ma fille est la meilleure"

Publié le 14-09-11 à 13:41 Modifié à 14:02 par **Le Nouvel Observateur avec AFP** 9 réactions

Martine Aubry "n'a pas besoin de son père. Elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces", commente l'ancien président de la Commission.



Martine Aubry avec son père Jacques Delors, le 14 mai 2011. Ils encouragent le LOSC en finale de la Coupe de France (Sipa/Baziz Chibane)

Les compétences avant les liens du sang : **Jacques Delors** a affiché un soutien sans faille à **Martine Aubry**, mercredi 14 septembre, sur France Info. Non pas parce que la candidate à la primaire socialiste est sa fille, mais parce que "c'est la meilleure".

Invité de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), Jacques Delors s'est indigné d'un écho de presse selon lequel en participant à cette émission il allait "voler au secours de sa fille". C'est "une méchanceté gratuite, a-t-il dit, car ma fille est en pleine forme, elle se débrouille très bien".

"Elle est entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations. Elle n'a pas besoin de son père. D'ailleurs, elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces", a poursuivi Jacques Delors qui avait lui-même renoncé à se présenter à la présidentielle en décembre 1994.

0 DUVH\$XEU Q D SDVEHMRQGHVRQScUH par LCP

"Elle est libre"

"Une fois, c'est vrai, je suis intervenu. On m'a demandé quel était mon favori pour la primaire, j'ai dit, arguments à l'appui, que c'était ma fille que je considérais comme la meilleure. Je continue à le penser. Ceux qui me connaissent savent que si je ne le pensais pas, je me serais tout simplement tu".

L'ancien ministre PS a fait valoir qu'il "considérait que c'est la meilleure et pas seulement pour des raisons d'affinité parentale".

Comme on lui faisait remarquer que 3 des 5 candidats socialistes à la primaire, **François Hollande, Ségolène Royal et Martine Aubry**, étaient des "bébés Delors", les deux premiers ayant appartenu au club Témoin, il a affirmé que "même pas à (sa) fille", il ne demandait "de (lui) ressembler".

"Son père et sa mère l'aiment à la folie, son père et sa mère ont fait son éducation et le reste, elle est libre et nous respectons ses choix. Et elle a la délicatesse de ne pas utiliser mon nom", a-t-il dit avant d'ajouter: **"je n'en dirais pas autant des autres candidats"**.

Le Nouvel Observateur - AFP

Delors tape sur la règle d'or et sur Lagarde

14-09-11 à 13:18 par [la rédaction de Challenges.fr](#) 4 réactions

La règle d'or? "Une bonne opération marketing". Le cri d'alarme de Lagarde? "Une grosse erreur politique"... L'ancien président de la Commission européenne tacle à tout-va.



(Sipa)

Jacques Delors n'y est pas allé par quatre chemins, en évoquant mercredi 14 septembre, la fameuse "règle d'or" tant défendu par Nicolas Sarkozy et sa majorité. L'ancien président de la Commission européenne a tout simplement estimé que c'était "un piège à cons pour l'opposition" et que cela ne "valait rien".

"Une règle d'or, pour qu'elle soit valable, il faut qu'elle définisse bien, ce qu'on appelle un déficit. Prenons un exemple, un pays X a 96% de recettes par rapport à 100 de dépenses. Il se trouve que les 4% de dépenses en plus sont des dépenses d'avenir. Est-ce qu'il doit tout faire financer par les recettes de cette année?", a expliqué l'ancien ministre socialiste lors de "Questions d'info" (LCP/France Info/le Monde/AFP/Dailymotion).

Pour lui, dans ce cas, "puisque ces dépenses profiteront aux prochaines générations", il faut recourir à l'emprunt, et donc, en ce qui concerne la "règle d'or" il "faut préciser les choses".

"La règle d'or, c'est comme celui qui va à confesse et qui dit : +je ne recommencerais pas+". "On se fout du monde, et pour la France, je n'en dis pas plus, c'est un piège à cons pour l'opposition", a-t-il ajouté.

Jacques Delors a d'autre part relevé que le texte du gouvernement renvoyait à une loi organique les modalités du retour à l'équilibre. "Je la cherche toujours la loi organique". Pour lui, "la règle d'or, d'abord, ça fait rêver", c'est "une très bonne opération de marketing, mais derrière, c'est le vide".

En aucun cas selon lui, l'adoption de la règle d'or va permettre de rassurer les marchés et les agences de notation. Jacques Delors a toutefois une nouvelle fois mis en avant "une agence de notation européenne indépendante qui aiderait le conseil de l'euro à travailler et les banques aussi".

L'erreur politique de Lagarde

L'ancien président de la Commission européenne, a également accusé mercredi la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, d'avoir commis "une grosse erreur politique", en évoquant la situation des banques européennes détenant de la dette grecque.

"Si c'était vraiment son sentiment, en bon directeur général du FMI, elle allait parler en tête à tête au chef de gouvernement concerné par ça. Donc elle a, elle aussi, nourri la spéculation".

"Face à la montée des risques et des incertitudes, et à la nécessité de convaincre les marchés, certaines banques ont besoin de renforcer leur capital", avait estimé la patronne du FMI vendredi avant la réunion du G7 à Marseille, en évoquant les risques encourus par les établissements européens face à la crise de la dette dans la zone euro.

L'ancien ministre socialiste des Finances a fait valoir que la Société générale, la BNP et le Crédit agricole avaient "les moyens, sans gêner leur clientèle, de faire le nécessaire".

Estimant que "le cri d'alarme" de la directrice général du FMI était "trop fort" dans un contexte de "spéculation", M. Delors a repris "les mauvaises langues" de la droite, la qualifiant de "perroquet savant (qui) n'a plus son professeur+".

"Elle n'est plus cadrée par M. Musca, le secrétaire général de l'Élysée", a-t-il décrypté à propos de celle qui était naguère ministre UMP de l'Economie.

Pour stopper la panique bancaire, il a estimé qu'il faudrait que "demain, en urgence, nos gouvernements soumettent au Parlement et ratifient" le plan de sauvetage de la Grèce. "Et à ce moment-là déjà, toutes les mesures seront mises en application", a-t-il dit, en soulignant qu'il s'agissait d'un "matelas de 300 milliards".

(Avec AFP)

PRIMAIRES PS

Publié le 14 septembre 2011 à 14h41

La règle d'or, un "piège à cons" pour Delors ?

Pour Jacques Delors, la règle d'or sur l'équilibre des finances publiques n'est ni plus ni moins qu'un « piège à cons pour l'opposition ».



Jacques Delors a été président de la Commission européenne de 1985 à 1995 SIPA/Baltel

Est-ce le début des débats socialistes en vue des primaires qui a poussé [Jacques Delors](#) à sortir de l'ornière ? Le père de la candidate Martine Aubry est intervenu mercredi à l'occasion de l'émission *Questions d'info* LCP/France Info/*Le Monde*/AFP/Dailymotion. Si certains reprochent à la maire de Lille son manque de dynamisme lors de la campagne pour l'investiture du PS, son père n'est semble-t-il pas fait du même bois. L'ancien président de la Commission européenne s'est vivement invité dans le débat public, critiquant largement [la règle d'or proposée](#) par Nicolas Sarkozy et visant à inscrire dans la Constitution l'équilibre des finances publiques.

On croyait Jacques Delors favorable à une telle initiative. On se trompait. « *Une règle d'or, pour qu'elle soit valable, il faut qu'elle définisse bien, ce qu'on appelle un déficit. Prenons un exemple, un pays X a 96 % de recettes par rapport à 100 de dépenses. Il se trouve que les 4 % de dépenses en plus sont des dépenses d'avenir. Est-ce qu'il doit tout faire financer par les recettes de cette année ?* », s'est-il interrogé. Et de répondre :

« *Puisque ces dépenses profiteront aux prochaines générations* », il faut recourir à l'emprunt ; et sur la règle d'or, il « *faut préciser les choses* ».

Vide

L'ancien président de la Commission européenne a un avis bien tranché sur la question. Pour lui, « *la règle d'or, c'est comme celui qui va à confesse et qui dit : 'je ne recommencerai pas'.* (...) *On se fout du monde, et pour la France, je n'en dis pas plus, c'est un piège à cons pour l'opposition.* » Jacques Delors va même jusqu'à considérer cette proposition comme « *une très bonne opération de marketing, mais derrière, c'est le vide* ».

Par **Actu France-Soir**

"Sauver le soldat grec, c'est sauver l'euro", dit Delors

mercredi 14 septembre 2011 16h43

[-] Texte [+]

PARIS, 14 septembre (Reuters) - L'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, a jugé mercredi indispensable de maintenir la Grèce dans la zone euro pour éviter une contagion à d'autres pays.

"Si la Grèce quitte l'euro, c'est l'effet domino, le lendemain les marchés vont s'intéresser davantage aux autres pays, ce que l'Allemagne appelle 'l'olive zone', l'Espagne et l'Italie notamment", a-t-il déclaré lors de l'émission Question d'infos LCP-Le Monde-AFP-France Info-Dailymotion.

"Sauver le soldat grec, c'est sauver l'euro", a ajouté l'ancien ministre des Finances (1981-1984) et président de la Commission européenne (1985-1994).

La fin de la monnaie unique signerait selon lui "la fin d'une certaine idée de l'aventure européenne".

Jacques Delors a eu des mots sévères pour les dirigeants français et allemand Nicolas Sarkozy et Angela Merkel dans la conduite des affaires de la zone euro.

"On dirait que les 15 autres regardent la France et l'Allemagne. De temps en temps ils bougonnent (...), mais il n'y a plus cet esprit collégial, cet équilibre", a-t-il estimé.

"Quant aux institutions européennes, M. Sarkozy et Mme Merkel leur ont mis tellement de coups sur la tête à M. Barroso et M. Junker que ces deux-là ne savent plus où se mettre, se taisent", a-t-il ajouté.

(Elizabeth Pineau, édité par Yves Clarisse)

© Thomson Reuters 2011 Tous droits réservés.

2012-Delors affirme qu'Aubry peut se débrouiller sans lui

mercredi 14 septembre 2011 16h22

[-] Texte [+]

PARIS, 14 septembre (Reuters) - Martine Aubry "se débrouille très bien" et elle "n'a pas besoin de son père" pour mener à bien sa campagne pour la primaire socialiste menant à l'élection présidentielle, a déclaré Jacques Delors mercredi.

L'ancien président de la Commission européenne a renouvelé son soutien à sa fille, qui est l'une des six prétendants à l'investiture socialiste pour la course à l'Elysée.

"Ma fille est en pleine forme. Elle se débrouille très bien, elle est entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations, elle n'a pas besoin de son père", a-t-il déclaré lors de l'émission Questions d'info sur La chaîne parlementaire.

"Elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces", a-t-il ajouté à propos de la maire de Lille, ancienne ministre du Travail et première secrétaire du Parti socialiste - en retrait le temps de la primaire.

Jacques Delors s'est défendu de "voler au secours de sa fille", en retard dans les sondages par rapport à François Hollande, comme il a pu le lire dans la presse.

Il a renouvelé sa confiance en Martine Aubry, qu'il considère comme la meilleure dans son camp.

"Ceux qui me connaissent savent que si je le pensais pas, je me serais tout simplement tu", a-t-il dit. "Jacques Delors considère que c'est la meilleure, pas seulement pour des affinités parentales".

(Elizabeth Pineau, édité par Yves Clarisse)

Delors: Sa fille, Martine Aubry, «est en pleine forme» et «c'est la meilleure»

Mis à jour le 14.09.11 à 12h31

Un vrai père fier de sa progéniture! L'ancien président de la commission européenne, Jacques Delors, père de Martine Aubry, candidate à la primaire PS, a assuré mercredi que sa «fille était en pleine forme», qu'elle se débrouillait «très bien» et que c'était «la meilleure».

Invité de «Questions d'Info» (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), Jacques Delors s'est indigné d'un écho de presse selon lequel en participant à cette émission il allait «voler au secours de sa fille».

C'est «une méchanceté gratuite, a-t-il dit, car ma fille est en pleine forme, elle se débrouille très bien». «Elle est entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations. Elle n'a pas besoin de son père. D'ailleurs, elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces», a poursuivi Jacques Delors qui avait lui-même renoncé à se présenter à la présidentielle en 1994.

«Une fois, c'est vrai, je suis intervenu. On m'a demandé quel était mon favori pour la primaire, j'ai dit, arguments à l'appui, que c'était ma fille que je considérais comme la meilleure. Je continue à le penser. Ceux qui me connaissent savent que si je ne le pensais pas, je me serais tout simplement tu».

L'ancien ministre PS a fait valoir qu'il «considérerait que c'est la meilleure et pas seulement pour des raisons d'affinité parentale».

Comme on lui faisait remarquer que 3 des 5 candidats socialistes à la primaire, François Hollande, Ségolène Royal et Martine Aubry, étaient des «bébés Delors», les deux premiers ayant appartenu au club Témoin, il a affirmé que «même pas à (sa) fille», il ne demandait «de (lui) ressembler».

«Son père et sa mère l'aiment à la folie, son père et sa mère ont fait son éducation et le reste, elle est libre et nous respectons ses choix. Et elle a la délicatesse de ne pas utiliser mon nom», a-t-il dit avant d'ajouter: «je n'en dirais pas autant des autres candidats».

© 2011 AFP

Presse audiovisuelle



Jacques Delors : "La règle d'or, c'est un piège à c..."

FRANCE INFO - HIER, 12:46

Jacques Delors, invité de "Questions d'Info" juge durement la règle d'or : "La formule est bien choisie, mais derrière, c'est le vide". Pour l'ancien président de la commission européenne, si la Grèce quitte l'Euro, ce sera l'effet domino et les marchés se focaliseront alors sur l'Espagne ou l'Italie. Donc, "sauver le soldat grec, c'est sauver l'euro". Au sujet de l'Allemagne, pour Jacques Delors, "Angela Merkel est convaincue que ce serait tragique pour son pays si l'euro connaissait une défaite historique".

Jacques Delors et la règle d'or (0'59")

Question d'Infos : Jacques Delors *par LCP*

France info

Jacques Delors, une sagesse débridée

FRANCE INFO - HIER, 19:06

La règle d'or, c'est "un piège à cons" pour l'opposition. Ce propos est celui de Jacques Delors. L'ancien président de la commission européenne est l'invité aujourd'hui de "questions d'info", sur la chaîne parlementaire et France Info, avec l'AFP et le Monde. Les interventions de Jacques Delors sont assez rares. Mais quand il parle, il ne mâche pas ses mots.

La chronique de Marie-Eve Malouines (3'48")

Il a été un des grands artisans de l'Union européenne. Et malgré ses 86 ans Jacques Delors conserve un regard assez acéré sur son bébé. C'est de cela qu'il était venu parler à l'heure où les crises se succèdent. Mais il est aussi le père de Martine Aubry qui est un peu à la peine dans la primaire interne au PS pour la présidentielle. Certains ont cru qu'il venait porter secours à sa fille. Jacques Delors tient à démentir : *"ma fille est en pleine forme, elle se débrouille très bien elle est entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations. Elle n'a pas besoin de son père."*

Une fois opérée cette mise au point sur son sujet Jacques Delors se montre à la fois préoccupé mais pas découragé.

Pourtant la situation économique paraît assez catastrophique en Europe.

La situation est sérieuse assure Jacques Delors mais il est encore temps de mettre en œuvre les décisions prises le 21 juillet dernier pour sauver la Grèce. Car *"sauver le soldat grec selon lui, c'est sauver l'euro"*. Et les 17 doivent s'y mettre car ce sont eux qui ont péché.. sermonne Jacques Delors : *"le premier plan avait été insuffisant pour une raison simple. Et il y a eu le début de la crise financière, mondiale, la valse hésitation a été le mot-clé de nos dirigeants, les 17 ! il a fallu du temps pour qu'ils comprennent ce qu'il se passait, en plus madame Merkel est hésitante. D'autres préfèrent le coup de menton. Enfin vous remarquerez entre deux réunions de chefs, tout le monde parle. Une vraie cacophonie. Comment voulez vous que les investisseurs, je ne parle pas des spéculateurs, s'y retrouvent."*

Car le sage Jacques Delors distribue les mauvais points sans complexe. L'ancienne ministre de l'économie Christine Lagarde en prend pour son grade. Sa proposition de recapitaliser les banques n'aurait fait qu'ajouter à la crise : *"madame Lagarde a fait une grosse erreur politique. Elle a nourri elle aussi la spéculation. Les banques ont encore accru leur fond propre depuis 2008, et elles sont en mesure aujourd'hui de faire face à un défaut, une diminution de la valeur de leurs créances. Elles ont ce qu'il faut. Ce perroquet savant, elle n'a plus son professeur, elle n'est plus cadrée par monsieur Musca, le secrétaire général de l'Elysée. Ce n'est pas moi qui dit ça, ce sont les mauvaises langues de droite."*

Jacques Delors exerce son sens critique vis-à-vis de la politique française... A condition que ce soit en rapport avec l'enjeu européen. Quand Nicolas Sarkozy préconise une **règle d'or**, en France, et dans toute l'Europe, pour garantir le retour à l'équilibre budgétaire, Jacques Delors n'est pas d'accord : *"Vous connaissez une entreprise dynamique, qui a réussi sans emprunter pour investir un peu plus ? la règle d'or c'est comme celui qui va à confesse et qui dit à la fin je ne recommencerai pas. On se fout du monde, et pour la France c'est un piège à cons pour l'opposition. Excusez moi pour la grossièreté, mais y a des fois il n'y a que comme cela que l'on se fait comprendre."*

Car le contenu de la loi organique n'est pas assez précis selon lui. De même certaines postures politiques lui paraissent démagogiques. C'est le cas de ceux qui (comme Nicolas Sarkozy) prétendent protéger face à la mondialisation : *"on va vous protéger, la France vous protège, l'europe vous protège.. qu'est ce que c'est que ce langage dit à des gens qui doivent travailler innover ? on vous protégée ?! c'est un slogan endormant. C'est la léthargie. – c'est quoi le bon slogan ? – réveillons nous stimulons nous !"*

Mais qui au PS pourrait porter ce slogan. Martine Aubry Ségolène Royal ou François Hollande. Sa fille, ou ceux dont Jacques Delors fut le mentor au sein du club Témoin ? Jacques Delors en est convaincu : sa fille est toujours la meilleure et pas pour des raisons familiales, précise-t-il, l'œil malicieux.

L'intégralité de l'interview de Jacques Delors est diffusée à 19h30 et 23h30 sur la chaîne parlementaire, avec l'AFP et le Monde. Et dès maintenant **sur notre site franceinfo.fr**

Delors réitère son "ma fille est la meilleure"

Par **Europe1.fr**

Publié le 14 septembre 2011 à 11h11 Mis à jour le 14 septembre 2011 à 11h11

Jacques Delors, père de Martine Aubry, candidate à la primaire PS, a assuré mercredi que sa "fille était en pleine forme", qu'elle se débrouillait "très bien" et que c'était "la meilleure". Invité de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), Jacques Delors s'est indigné d'un écho de presse selon lequel en participant à cette émission il allait "voler au secours de sa fille". "Elle est entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations. Elle n'a pas besoin de son père. D'ailleurs, elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces", a poursuivi Jacques Delors qui avait lui-même renoncé à se présenter à la présidentielle en 1994.

Il a cependant reconnu : "une fois, c'est vrai, je suis intervenu . On m'a demandé quel était mon favori pour la primaire, j'ai dit, arguments à l'appui, que c'était ma fille que je considérais comme la meilleure. Je continue à le penser. Ceux qui me connaissent savent que si je ne le pensais pas, je me serais tout simplement tu".



L'ACTUALITÉ
INTERNATIONALE
24H/24

Published on *FRANCE 24* (<http://www.france24.com/fr>)
Accueil > Delors: "ma fille est en pleine forme", "c'est la meilleure"

Delors: "ma fille est en pleine forme", "c'est la meilleure"

Par *blade*

Created 14/09/2011 - 12:12

L'ancien président de la commission européenne, Jacques Delors, père de Martine Aubry, candidate à la primaire PS, a assuré mercredi que sa "fille était en pleine forme", qu'elle se débrouillait "très bien" et que c'était "la meilleure".

Invité de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), M. Delors s'est indigné d'un écho de presse selon lequel en participant à cette émission il allait "voler au secours de sa fille".

C'est "une méchanceté gratuite, a-t-il dit, car ma fille est en pleine forme, elle se débrouille très bien".

"Elle est entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations. Elle n'a pas besoin de son père. D'ailleurs, elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces", a poursuivi Jacques Delors qui avait lui-même renoncé à se présenter à la présidentielle en 1994.

"Une fois, c'est vrai, je suis intervenu. On m'a demandé quel était mon favori pour la primaire, j'ai dit, arguments à l'appui, que c'était ma fille que je considérais comme la meilleure. Je continue à le penser. Ceux qui me connaissent savent que si je ne le pensais pas, je me serais tout simplement tu".

L'ancien ministre PS a fait valoir qu'il "considérerait que c'est la meilleure et pas seulement pour des raisons d'affinité parentale".

Comme on lui faisait remarquer que 3 des 5 candidats socialistes à la primaire, François Hollande, Ségolène Royal et Martine Aubry, étaient des "bébés Delors", les deux premiers ayant appartenu au club Témoin, il a affirmé que "même pas à (sa) fille", il ne demandait "de (lui) ressembler".

"Son père et sa mère l'aiment à la folie, son père et sa mère ont fait son éducation et le reste, elle est libre et nous respectons ses choix. Et elle a la délicatesse de ne pas utiliser mon nom", a-t-il dit avant d'ajouter: "je n'en dirais pas autant des autres candidats".



Pour Jacques Delors, sa fille "se débrouille très bien" sans lui

- Par FTV (avec agences)
- Publié le 14/09/2011 à 16H49, mis à jour le 14/09/2011 à 17H31

print

A-

A+



Martine Aubry et son père Jacques Delors au Stade de France, le 14 mai 2011.

© THOMAS COEX / AFP

L'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, estime que Martine Aubry, 61 ans, "n'a pas besoin de son père" pour mener à bien sa campagne pour la primaire socialiste

Renouvelant son soutien à sa fille, l'une des six prétendants à l'investiture socialiste pour la course à l'Elysée, M. Delors a déclaré mercredi la trouver "en pleine forme" e estimé "qu'elle se débrouille très bien, (...) entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations, elle n'a pas besoin de son père".

"Elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces", a-t-il ajouté à propos de la maire de Lille, ancienne ministre du Travail, en retrait de son poste de secrétaire du Parti socialiste, le temps de la primaire.

Jacques Delors, invité de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), s'est défendu de "voler au secours de sa fille", derrière François Hollande dans les sondages, et la considère comme la meilleure dans son camp. "Ceux qui me connaissent savent que si je le pensais pas, je me serais tout simplement tu", a-t-il conclu.

11h02

Delors : "ma fille est en pleine forme"



L'ancien président de la commission européenne, Jacques Delors, père de Martine Aubry, candidate à la primaire PS, a assuré mercredi que sa "fille était en pleine forme", qu'elle se débrouillait "très bien" et que c'était "la meilleure". Invité de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), il s'est indigné d'un écho de presse selon lequel en participant à cette émission il allait "voler au secours de sa fille". "Elle est entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations. Elle n'a pas besoin de son père. D'ailleurs, elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces", a poursuivi Jacques Delors qui avait lui-même renoncé à se présenter à la présidentielle en 1994. "Une fois, c'est vrai, je suis intervenu. On m'a demandé quel était mon favori pour la primaire, j'ai dit, arguments à l'appui, que c'était ma fille que je considérais comme la meilleure. Je continue à le penser. Ceux qui me connaissent savent que si je ne le pensais pas, je me serais tout simplement tu". L'ancien ministre PS a fait valoir qu'il "considérerait que c'est la meilleure et pas seulement pour des raisons d'affinité parentale". Comme on lui faisait remarquer que 3 des 5 candidats socialistes à la primaire, François Hollande, Ségolène Royal et Martine Aubry, étaient des "bébés Delors", les deux premiers ayant appartenu au club Témoin, il a affirmé que "même pas à (sa) fille", il ne demandait "de (lui) ressembler".

Presse en ligne

AFP le 14/09/2011 à 14:14

Delors déplore "la cacophonie" des dirigeants de la zone euro :

Jacques Delors a déploré mercredi "la cacophonie" des gouvernements de la zone euro, leurs "états d'âme", leur manque d'anticipation et "d'esprit collégial" face à la crise actuelle, en insistant sur la responsabilité de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.

Invité de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), l'ancien président de la commission européenne a plaidé pour un "effort de compréhension" en faveur de la Grèce. "Il ne faudrait pas que la Grèce meure guérie", a-t-il dit.

Il a insisté sur l'urgence de mettre en application les décisions du 21 juillet portant le fonds européen de stabilité à 770 milliards d'euros contre 440 mds auparavant. "Mais on tarde à passer dans les faits", a-t-il dit voyant dans le manque "d'un minimum de solidarité" des Européens une "faiblesse".

Pour lui, "il a fallu du temps" pour que les 17 dirigeants de la zone euro "comprennent ce dont il s'agissait". Une chancelière allemande, Angela Merkel "hésitante", d'autres qui préférèrent le "coup de menton", les "états d'âmes" des uns et des autres... "Là entre deux réunions des chefs, tout le monde parle. Une vraie cacophonie".

Il a reproché aux 17 de l'Eurogroupe de n'avoir "rien vu venir" et de ne plus avoir "d'esprit collégial". "On dirait que les 15 autres regardent la France et l'Allemagne (...) M. Sarkozy et Mme Merkel leur ont mis tellement de coups dans la tête et à (José Manuel) Barroso (président de la commission européenne, ndlr) et à (Jean-Claude) Junker (président de l'Eurogroupe, ndlr) que ces deux-là se taisent et ne savent plus où se mettre".

Pour Jacques Delors, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel "ne croient pas à la méthode de travail qui a fait le succès de l'UE lorsqu'elle fonctionnait bien".

Il a estimé nécessaire de mettre en place la coopération renforcée, d'ailleurs prévue dans les traités, en donnant "une certaine autorité" au président de l'Eurogroupe.

M. Delors a décerné un satisfecit au patron de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, qui a "résisté à l'hyper rigidité de certains Allemands". "Il a été le plus européen de tous".

"Sauver le soldat grec, c'est sauver l'euro", dit Delors

14/09/11 à 16:43 - REUTERS | 0 commentaire

Et aussi

Le Cac 40 accélère après les injections annoncées par la BCE et la Fed - 15/09/2011 - Investir.fr La BCE fournira des dollars aux banques en collaboration avec la Fed, le Cac accélère - 15/09/2011 - Investir.fr Etats-Unis: prix à la consommation +0,4% en août - 15/09/2011 - Dow Jones Etats-Unis: allocations chômage +11.000 au 10 septembre - 15/09/2011 - Dow Jones USA - Rétrécissement du déficit courant au T2 - 15/09/2011 - Reuters

► Tous les articles

PARIS, 14 septembre (Reuters) - L'ancien président de la **Commission européenne**, Jacques Delors, a jugé mercredi indispensable de maintenir la **Grèce** dans la zone euro pour éviter une contagion à d'autres pays.

"Si la Grèce quitte l'euro, c'est l'effet domino, le lendemain les marchés vont s'intéresser davantage aux autres pays, ce que l'Allemagne appelle 'l'olive zone', l'**Espagne** et l'**Italie** notamment", a-t-il déclaré lors de l'émission Question d'infos LCP-Le Monde-AFP-France Info-Dailymotion.

"Sauver le soldat grec, c'est sauver l'euro", a ajouté l'ancien ministre des Finances (1981-1984) et président de la Commission européenne (1985-1994).

La fin de la monnaie unique signerait selon lui "la fin d'une certaine idée de l'aventure européenne".

Jacques Delors a eu des mots sévères pour les dirigeants français et allemand Nicolas Sarkozy et Angela Merkel dans la conduite des affaires de la zone euro.

"On dirait que les 15 autres regardent la France et l'Allemagne. De temps en temps ils bougonnent (...), mais il n'y a plus cet esprit collégial, cet équilibre", a-t-il estimé.

"Quant aux institutions européennes, M. Sarkozy et Mme Merkel leur ont mis tellement de coups sur la tête à M. Barroso et M. Junker que ces deux-là ne savent plus où se mettre, se taisent", a-t-il ajouté.

(Elizabeth Pineau, édité par Yves Clarisse)

Cliquez [ici](#) pour imprimer.

Delors déplore "la cacophonie" des dirigeants de la zone euro

Posted By [AFP](#) On 15/09/2011 @ 9:33 am In [Actualité des Banques](#), [Analyse acteurs](#), [News Communication](#) | [No Comments](#)

Jacques Delors a déploré mercredi "la cacophonie" des gouvernements de la zone euro, leurs "états d'âme", leur manque d'anticipation et "d'esprit collégial" face à la crise actuelle, en insistant sur la responsabilité de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Invité de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), l'ancien président de la commission européenne a plaidé pour un "effort de compréhension" en faveur de la Grèce.

"Il ne faudrait pas que la Grèce meure guérie", a-t-il dit. Il a insisté sur l'urgence de mettre en application les décisions du 21 juillet portant le fonds européen de stabilité à 770 milliards d'euros contre 440 mds auparavant. "Mais on tarde à passer dans les faits", a-t-il dit voyant dans le manque "d'un minimum de solidarité" des Européens une "faiblesse". Pour lui, "il a fallu du temps" pour que les 17 dirigeants de la zone euro "comprennent ce dont il s'agissait".

Une chancelière allemande, Angela Merkel "hésitante", d'autres qui préfèrent le "coup de menton", les "états d'âmes" des uns et des autres..."Là entre deux réunions des chefs, tout le monde parle. Une vraie cacophonie".

Il a reproché aux 17 de l'Eurogroupe de n'avoir "rien vu venir" et de ne plus avoir "d'esprit collégial". "On dirait que les 15 autres regardent la France et l'Allemagne (...) M. Sarkozy et Mme Merkel leur ont mis tellement de coups dans la tête et à (José Manuel) Barroso (président de la commission européenne, ndlr) et à (Jean-Claude) Junker (président de l'Eurogroupe, ndlr) que ces deux-là se taisent et ne savent plus où se mettre".

Pour Jacques Delors, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel "ne croient pas à la méthode de travail qui a fait le succès de l'UE lorsqu'elle fonctionnait bien". Il a estimé nécessaire de mettre en place la coopération renforcée, d'ailleurs prévue dans les traités, en donnant "une certaine autorité" au président de l'Eurogroupe. M. Delors a décerné un satisfecit au patron de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, qui a "résisté à l'hyper rigidité de certains Allemands". "Il a été le plus européen de tous".

Article printed from News Banques: <http://www.news-banques.com>

URL to article: <http://www.news-banques.com/delors-deploire-la-cacophonie-des-dirigeants-de-la-zone-euro/012187525/>

LA «RÈGLE D'OR», UN «PIÈGE À CONS» POUR DELORS

Pour l'ancien ministre socialiste Jacques Delors, la «règle d'or» sur l'équilibre des finances publiques n'est qu'une «opération de marketing».

Invité de «Questions d'info» (LCP/France Info/le Monde/AFP/Dailymotion) ce mercredi, l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a estimé que la «règle d'or» sur l'équilibre des finances publiques était *«un piège à cons pour l'opposition»* et ne *«valait rien»*.

Pour l'ancien ministre, dans le cas de *«dépenses d'avenir»* qui *«profiteront aux prochaines générations»*, il faut recourir à l'emprunt, et donc *«préciser les choses»* en ce qui concerne la «règle d'or». *«La règle d'or, c'est comme celui qui va à confesse et qui dit : «je ne recommencerai pas»», a déploré Jacques Delors, avant d'asséner qu'il s'agissait d'une «très bonne opération de marketing, mais [que] derrière, [c'était] le vide».*

[Vu sur LCP](#)

AFP, Mise à jour : 14 septembre 2011

Delors: "ma fille est en pleine forme", "c'est la meilleure"

L'ancien président de la commission européenne, Jacques Delors, père de Martine Aubry, candidate à la primaire PS, a assuré mercredi que sa "fille était en pleine forme", qu'elle se débrouillait "très bien" et que c'était "la meilleure".



AFP/Archives

Invité de "Questions d'Info" (LCP/France Info/Le Monde/AFP/Dailymotion), M. Delors s'est indigné d'un écho de presse selon lequel en participant à cette émission il allait "voler au secours de sa fille".

C'est "une méchanceté gratuite, a-t-il dit, car ma fille est en pleine forme, elle se débrouille très bien".

"Elle est entourée d'une équipe brillante des nouvelles générations. Elle n'a pas besoin de son père. D'ailleurs, elle a assumé dans sa vie beaucoup de responsabilités en comptant sur ses propres forces", a poursuivi Jacques Delors qui avait lui-même renoncé à se présenter à la présidentielle en 1994.

"Une fois, c'est vrai, je suis intervenu. On m'a demandé quel était mon favori pour la primaire, j'ai dit, arguments à l'appui, que c'était ma fille que je considérais comme la meilleure. Je continue à le penser. Ceux qui me connaissent savent que si je ne le pensais pas, je me serais tout simplement tu".

L'ancien ministre PS a fait valoir qu'il "considérait que c'est la meilleure et pas seulement pour des raisons d'affinité parentale".

Comme on lui faisait remarquer que 3 des 5 candidats socialistes à la primaire, François Hollande, Ségolène Royal et Martine Aubry, étaient des "bébés Delors", les deux premiers ayant appartenu au club Témoin, il a affirmé que "même pas à (sa) fille", il ne demandait "de (lui) ressembler".

"Son père et sa mère l'aiment à la folie, son père et sa mère ont fait son éducation et le reste, elle est libre et nous respectons ses choix. Et elle a la délicatesse de ne pas utiliser mon nom", a-t-il dit avant d'ajouter: "je n'en dirais pas autant des autres candidats".

Jacques Delors voit la «règle d'or» comme un «piège à cons pour l'opposition»



Liberation.fr – mer. 14 sept. 2011

-
- [tweet0](#)
- [Share0](#)
- [Mail](#)

Contenus associés



[Agrandir la photo](#)

Jacques Delors voit la «règle d'or» comme un «piège à cons pour l'opposition»

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a estimé mercredi que la «règle d'or» sur l'équilibre des finances publiques était «un piège à cons pour l'opposition» et que cela ne «valait rien».

«Une règle d'or, pour qu'elle soit valable, il faut qu'elle définisse bien, ce qu'on appelle un déficit. Prenons un exemple, un pays X a 96 % de recettes par rapport à 100 de dépenses. Il se trouve que les 4 % de dépenses en plus sont des dépenses d'avenir. Est-ce qu'il doit tout faire financer par les recettes de cette année ?», a expliqué l'ancien ministre socialiste lors de «Questions d'info» (LCP/France Info/le Monde/AFP/Dailymotion).

Confesse

Pour lui, dans ce cas, «puisque ces dépenses profiteront aux prochaines générations», il faut recourir à l'emprunt, et donc, en ce qui concerne la «règle d'or» il «faut préciser les choses».

«La règle d'or, c'est comme celui qui va à confesse et qui dit : +je ne recommencerai pas+». «On se fout du monde, et pour la France, je n'en dis pas plus, c'est un piège à cons pour l'opposition», a-t-il ajouté.

Jacques Delors a relevé que le texte du gouvernement renvoyait à une loi organique les modalités du retour à l'équilibre. «Je la cherche toujours la loi organique».

Pour lui, «la règle d'or, d'abord, ça fait rêver», c'est «une très bonne opération de marketing, mais derrière, c'est le vide».

Il a réfuté les arguments du gouvernement selon lequel l'adoption de la règle d'or rassurerait les marchés et les agences de notation, et a plaidé une nouvelle fois pour «une agence de notation européenne indépendante qui aiderait le conseil de l'euro à travailler et les banques aussi».

(Source AFP)